

# Déclaration de politique étrangère

**Déclaration du Gouvernement à l'ouverture du débat de politique étrangère au Parlement, le mercredi 10 février 1999**

*Traduction non officielle. Sous réserve de modifications*

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Des charrettes surchargées transportant des femmes et des enfants en fuite. Une machine de guerre qui tue, détruit et terrorise. Le nettoyage ethnique, l'irréconciliabilité et le mensonge comme instruments de la politique. Des tireurs embusqués et des charniers.

Cela s'est passé de nos jours, sur notre propre continent, en Europe. C'est la funeste réalité que nous allons voir à nouveau si les pourparlers de Rambouillet n'aboutissent pas à des résultats jetant les bases d'une évolution pacifique.

Cela vient nous rappeler ce qui est en dernière analyse le ressort de la politique, y compris étrangère: la volonté des gens de vivre dans la sécurité, de voir leurs droits respectés et d'avoir une chance de réaliser leurs rêves.

Mais les Balkans sont aujourd'hui une tragique exception en Europe.

Le reste du continent a connu au cours des dix dernières années une évolution politique et économique dynamique. Il est grand temps pour les Balkans de trouver leur place dans l'Europe moderne.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

L'action de la Suède autour de la Baltique, dans l'UE, dans les Balkans et dans le monde montre comment les prémisses de notre politique de sécurité ont changé.

Politique étrangère et politique intérieure se rejoignent. Le lien entre politique et économie apparaît plus clairement, de même que le rôle du développement économique pour la démocratie et la sécurité. La politique étrangère, c'est aussi bien le commerce et les investissements que la coopération au développement et les migrations. C'est ce que reflète la nouvelle organisation du Ministère des affaires étrangères.

L'appartenance de la Suède à l'Union européenne nous donne la possibilité d'œuvrer pour un continent placé sous le signe de la démocratie, de la solidarité et de l'ouverture. L'élargissement et les contacts de l'UE avec la Russie contribueront à unir une Europe restée trop longtemps divisée.

Nous voulons contribuer à la réalisation d'une Union proche des citoyens par une action résolue en faveur de l'emploi, de l'égalité des chances et de la protection des consommateurs. La présidence de l'UE en 2001 marquera une nouvelle étape majeure dans l'action suédoise au sein de l'UE.

La tendance de l'évolution internationale est fondamentalement positive et encourageante. Le nombre des conflits armés, ceux entre États surtout, diminue. La mortalité infantile est en recul. L'action internationale pour le développement durable se renforce. On constate une communauté de valeurs croissante, construite autour de la démocratie, des droits de l'homme, du droit international et du libre-échange.

La Commission d'étude sur la défense nationale a constaté que la situation de la Suède sur le plan de la sécurité est bonne. Dans une perspective de dix ans, une opération d'invasion de tout ou partie de la Suède ne saurait être menée à bien.

Dans le même temps, des menaces à long terme subsistent. Les écarts se creusent. La surexploitation menace notre environnement planétaire. L'instabilité économique en Asie, en Russie et en Amérique latine provoque des ondes de choc dans l'économie mondiale.

Pour prévenir les conflits armés, il faut s'attaquer à leurs causes sous-jacentes en utilisant tous les instruments politiques, économiques et militaires dont dispose la communauté internationale.

La coopération au développement, la politique commerciale et la prévention des conflits sont des instruments majeurs de notre politique étrangère globale. Il faut les développer en permanence afin de faire face aux changements résultant de la mondialisation.

Son aide au développement substantielle a valu à la Suède le respect du monde extérieur. L'évaluation à laquelle il a été procédé ces dernières années sera poursuivie dans le cadre d'une révision parlementaire.

Le gouvernement entend stimuler, au moyen d'une politique active de promotion des échanges, le développement économique et l'emploi. La politique étrangère contribue à notre propre bien-être matériel.

La participation aux opérations humanitaires et en faveur de la paix est l'une des grandes tâches de la défense totale.

Un programme d'action pour les mesures de prévention des conflits est en cours d'élaboration.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Le gouvernement a la volonté de renforcer la coopération pour la démocratie, la sécurité et le développement dans notre espace de voisinage.

Un demi-siècle durant, la Baltique a été un fossé entre l'Est et l'Ouest. Aujourd'hui, cette mer unit des pays et des hommes libres, par l'essor du commerce, des

échanges culturels, de la coopération politique et des contacts entre collectivités locales, entreprises et mouvements associatifs.

Un réseau de coopération devient un filet de protection pour la paix.

En dépit de la crise économique en Russie, la région de la Baltique possède des potentialités pour devenir à terme l'un des pôles de croissance les plus dynamiques de l'Europe.

En sus des efforts considérables déjà consentis, le gouvernement débloquera sur les cinq années à venir un milliard de couronnes supplémentaire en vue de développer l'activité économique et d'accroître la prospérité dans la région. Il a mis en place une commission d'étude sur la coopération économique dans la région de la Baltique qui élaborera des lignes directrices pour l'utilisation de ces crédits.

L'architecture de sécurité dans la région de la Baltique est encore en gestation. Le principe du droit pour chaque État de choisir lui-même les voies et moyens de sa politique de sécurité est d'une importance fondamentale. Le devoir de veiller à la sécurité de l'ensemble de l'Europe n'entame pas ce droit.

La sécurité de l'Europe est indivisible. Celle de notre partie du continent concerne elle aussi toute l'Europe et les pays nord-américains. La Russie fait partie de l'Europe et elle doit également être un élément d'un système de sécurité paneuropéen.

Le Conseil des États de la mer Baltique, dont le secrétariat s'est installé l'an dernier à Stockholm, est une enceinte de coopération de plus en plus importante. Un groupe d'action sous présidence suédoise organise la coopération dans la lutte contre la criminalité organisée. Un Agenda 21 régional sera mis en œuvre.

Sur l'initiative de la Suède, des efforts particuliers sont déployés afin de protéger les enfants en situation précaire. Une conférence des ministres responsables de la famille et de l'enfance se tiendra ce printemps à Stockholm.

Durant la présidence finlandaise, l'UE va développer sa dimension nordique. Cela créera des conditions favorables au renforcement du Conseil des États de la mer Baltique comme du Conseil de l'Arctique et du Conseil euro-arctique de Barents.

Les rapports entre les pays baltes et la Russie ont évolué favorablement, encore qu'il reste toujours des questions à régler entre eux. La Russie devrait signer au plus tôt les accords frontaliers avec l'Estonie et la Lettonie; le parlement russe devrait ratifier l'accord frontalier avec la Lituanie.

Avec le soutien de la Suède et d'autres pays, l'Estonie et la Lettonie prennent des mesures importantes et nécessaires pour l'intégration des groupes de population de langue russe dans leur communauté nationale.

Le gouvernement appuie la participation de la Russie à la coopération européenne. Il œuvre afin d'étendre la coopération au niveau régional et local et soutient les efforts de réforme sociale en Russie.

La Suède prend une part active à l'élaboration par l'UE d'une stratégie à l'égard de la Russie, notamment pour le commerce, l'amélioration de la sûreté nucléaire et le soutien à la démocratie. Il est de la plus haute importance qu'une Russie démocratique poursuive la mise en place d'un État de droit qui fonctionne et d'une économie de marché socialement viable.

Sous le mot d'ordre "Suède-Pologne: des pays de la Baltique voisins dans la nouvelle Europe", le gouvernement mène cette année une vaste action visant à renforcer les liens entre la Pologne et la Suède. Il importe que la Pologne comme l'Allemagne participent activement à la coopération entre pays de la région de la Baltique.

La coopération nordique a acquis une importance accrue et un dynamisme nouveau du fait de l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'UE. La Suède a transmis à l'Islande la présidence de la coopération entre les gouvernements nordiques. Nous avons pu contribuer à donner à cette coopération une orientation déterminée et stratégique.

La région nordique est une base importante pour un engagement international plus vaste. La coopération nordique est également stimulée par une coopération de plus en plus étroite avec les pays baltes.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Le gouvernement veut renforcer la coopération en faveur de la démocratie, de la sécurité et du développement dans toute l'Europe.

La Suède a une identité européenne et une responsabilité européenne.

L'engagement actif au sein de l'Union européenne est l'expression la plus importante de notre volonté d'assumer nos responsabilités envers l'Europe.

L'appartenance à l'UE est bénéfique pour notre pays. Elle nous donne de meilleures possibilités de veiller sur nos intérêts économiques et de sécurité. Le gouvernement se propose de mener une politique européenne active et tournée vers l'avenir.

Au cours des prochaines années, des changements radicaux attendent l'UE. Le gouvernement entend œuvrer activement pour que l'Union s'élargisse cependant que la coopération sera approfondie et encore étendue.

Il faut réformer les méthodes de travail et les institutions de l'UE. Des institutions solides et efficaces sont de l'intérêt des petits pays membres comme la Suède. Lorsqu'elle assumera la présidence en 2001, la Suède œuvrera pour un développement de l'Union européenne qui lui permette d'affronter les exigences du XXI<sup>e</sup> siècle.

L'UE change de caractère. Des questions qui sont proches des citoyens telles que l'emploi, l'environnement, l'égalité des chances, la politique des consommateurs, la lutte contre la délinquance, ont pris une place de plus en plus centrale dans l'Union.

Avec une telle évolution, le soutien populaire que nous appelons de nos vœux pour l'UE s'accroît aussi.

Le Parlement européen joue un rôle important pour la transparence de l'UE. Une forte participation aux élections européennes de juin renforcera la voix des citoyens en Europe.

Le gouvernement suédois a contribué activement à l'insertion du Pacte pour l'emploi dans le Traité d'Amsterdam. Sur cette base commune, on élabore maintenant des objectifs et des lignes directrices pour lutter contre le chômage, au niveau de l'UE et par des plans d'action nationaux.

Les négociations dans le cadre de l'Agenda 2000 devraient être achevées dès le printemps. Elles doivent favoriser l'élargissement, une meilleure utilisation des ressources de l'Union et une plus juste répartition des charges. La politique agricole doit être réformée.

L'élargissement de l'UE est la priorité des priorités pour le gouvernement. Il nous faut lutter contre l'apparition de nouveaux clivages en Europe, tant en menant à bien le processus d'élargissement qu'en renforçant la coopération avec les pays européens qui ne sont pas inclus dans l'élargissement.

Il est vital pour la Suède que les pays de son voisinage soient intégrés à la nouvelle Europe.

L'Estonie a, de même que la Pologne, entamé des négociations d'adhésion à l'UE en bonne et due forme. La Lettonie et la Lituanie ont réalisé des réformes importantes afin de satisfaire aux exigences posées pour l'adhésion. Ces pays doivent être invités le plus tôt possible à participer aux négociations formelles.

Le lancement de l'euro a été une étape historique pour l'Europe. Pour la Suède aussi, il importe que l'UEM soit un succès. La décision relative à une participation suédoise à la troisième étape de l'UEM sera soumise aux citoyens lors d'élections ou d'un référendum. Le gouvernement dégagera cette année 20 millions de couronnes pour stimuler le débat et l'effort d'éducation populaire sur l'UEM.

À travers le marché intérieur de l'UE, nous voulons participer à la création d'une économie moderne, ouverte et efficace – pour le plus grand bien des citoyens de l'Union mais aussi de ceux qui sont en dehors. Le gouvernement a l'intention d'encourager les progrès du marché intérieur, projet unique en son genre et fructueux qui favorise le développement économique et l'emploi.

Le gouvernement poursuit l'action en faveur d'une meilleure surveillance de la concurrence. Il faut que la réglementation des aides publiques soit mieux respectée, que l'on applique des règles plus efficaces et plus justes pour les marchés publics. Il faut renforcer le contrôle économique.

Développement durable et intégration des aspects environnementaux à la politique communautaire dans différents domaines sont devenus un objectif pour l'ensemble de l'Union. Le gouvernement va œuvrer afin que les règles environnementales du

Traité d'Amsterdam soient énergiquement mises en œuvre, par exemple par des mesures efficaces contre l'acidification.

Développer et élargir la communauté de valeurs européenne en matière de démocratie et de droits de l'homme a constitué la principale tâche du Conseil de l'Europe depuis sa création en 1949. Le gouvernement a mis en place une commission nationale chargée de coordonner la célébration du cinquantième anniversaire de l'organisation en Suède. Sur une initiative suédo-norvégienne, le Conseil de l'Europe a décidé de lancer un programme européen pour l'enfance.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) tient un rôle important dans la prévention des conflits, notamment par son action sur le terrain et son Haut Commissaire pour les minorités nationales.

Au Kosovo, l'OSCE se trouve aujourd'hui devant sa tâche la plus vaste et la plus ardue jusqu'ici. Un personnel venant de plus de trente pays travaille conjointement dans cette phase cruciale pour la région et pour l'Europe.

La Suède est prête à prendre part, après une décision du Conseil de sécurité, à une action en faveur de la paix afin de rendre possible la mise en œuvre d'un accord sur le Kosovo.

L'OTAN a connu après la guerre froide une mutation dynamique. Cela concerne aussi bien ses tâches que son organisation et le cercle des pays membres. L'intervention en Bosnie, à laquelle la Suède continue d'apporter une contribution importante, a donné à l'OTAN un nouveau rôle, central, dans la gestion des crises, en coopération avec des pays extérieurs à l'alliance.

La Suède est engagée activement dans l'action menée au sein du Partenariat pour la paix (PPP) et du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA).

Le PPP joue un rôle considérable pour l'instauration de la confiance, tout particulièrement dans notre espace de voisinage. Il est un élément important des efforts en vue de mettre sur pied une capacité de gestion des crises dans notre partie du monde afin que nous puissions faire face ensemble aux menaces et aux crises.

La non-participation de la Suède aux alliances militaires visant à lui permettre de rester neutre en cas de guerre dans son espace de voisinage demeure. Elle réduit les tensions et accroît la sécurité dans notre région de l'Europe. Nous avons fait nous-mêmes le choix de notre politique et nous en définissons le contenu exact.

La non-participation aux alliances militaires n'implique pas l'isolement. La Suède participe concrètement et activement à la coopération en vue de promouvoir la paix et de prévenir les conflits, en Europe et dans le monde.

Le gouvernement tient à renforcer la capacité européenne de gestion des crises. L'Union européenne, par sa dimension et ses valeurs communes, dispose d'un grand potentiel dans ce domaine. Sur la proposition de la Suède et de la Finlande, la gestion des crises a été inscrite dans le Traité d'Amsterdam parmi les tâches de l'Union.

Un débat intense est actuellement en cours en Europe sur ces questions. Le gouvernement s'en félicite. Il s'agit avant tout d'affermir la volonté d'action commune des États. Nous sommes également disposés à revoir les modes de décision et les formules institutionnelles de gestion des crises. Il convient de maintenir une ligne de partage claire entre gestion des crises et défense du territoire national.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Le gouvernement tient à renforcer la coopération pour la démocratie, la sécurité et le développement dans le monde.

Notre aspiration est de mettre sur pied à ce niveau aussi un ordre de coopération et de sécurité reposant sur une communauté de valeurs toujours plus forte.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies est au cœur de l'ordre de sécurité international.

La responsabilité de l'ONU est en dernier ressort d'être garante de la primauté du droit international dans la politique mondiale. C'est au Conseil de sécurité qu'il appartient de décider du recours à la force armée en dehors des cas de légitime défense ou des situations d'extrême urgence. Il en est ainsi quels que soient ceux à qui revient la mission de mener l'intervention en faveur de la paix.

En tant que membre du Conseil de sécurité ces deux dernières années, la Suède a considéré que sa tâche essentielle était de renforcer la volonté et la capacité du Conseil d'assumer pleinement sa responsabilité pour la paix et la sécurité internationales. Nous avons pu sur bien des dossiers contribuer à obtenir des résultats importants.

Dans le même temps, nous avons acquis une expérience tangible des problèmes auxquels se heurte le Conseil de sécurité. Parfois, des décisions nécessaires ont été bloquées, parfois le Conseil a été court-circuité.

Les enseignements de cette période au Conseil de sécurité sont un atout dans la poursuite de notre engagement au sein de l'ONU, engagement qui reste un pilier fondamental dans notre politique étrangère.

L'action suédoise aux Nations Unies est sous-tendue par une vision globale. La paix, la sécurité, les droits de l'homme, l'action humanitaire et le développement durable sont indissociables à longue échéance.

L'élément central de la politique du gouvernement aux Nations Unies est l'action pour consolider et réformer l'Organisation. La Suède s'est vu confier un rôle majeur dans le travail de réforme du Conseil de sécurité. Il est indispensable que les États membres respectent leurs engagements financiers.

L'action de l'ONU pour la prévention des conflits a besoin d'être développée. Le respect des droits de l'homme doit imprégner sa démarche. Une attention particulière doit être portée aux droits des enfants et à leurs conditions de vie. Une stratégie de

lutte contre la pauvreté devrait être adoptée par l'Assemblée du millénaire en 2000. L'aide humanitaire est un élément de l'action internationale pour la paix, la démocratie et le développement.

Les essais nucléaires de l'Inde et du Pakistan montrent que la menace des armes de destruction massive connaît un regain d'actualité. Notre objectif est un monde affranchi des armes de destruction massive.

Le gouvernement s'emploie avec énergie à renforcer la coopération internationale pour la non-prolifération et le désarmement nucléaire. L'Initiative des huit nations définit une démarche pragmatique pour le désarmement nucléaire. Elle met en évidence l'étroite corrélation qui existe entre la lutte contre la prolifération et les engagements des États nucléaires en vue du désarmement et de l'élimination de toutes les armes nucléaires.

Nous avons vu à quoi peuvent conduire les armes chimiques et biologiques entre les mains d'un Saddam Hussein ou de terroristes comme ceux du métro de Tokyo.

Il nous faut une stratégie pour faire face aux nouvelles menaces que font peser par exemple des terroristes munis d'armes de destruction massive ou des attaques contre les systèmes d'information. La coopération internationale doit être renforcée, particulièrement en ce qui concerne les conventions interdisant les armes chimiques et biologiques.

La Suède a été l'un des artisans de l'élaboration de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction totale des mines antipersonnel. Elle joue un rôle de premier plan dans les efforts pour le déminage et l'assistance aux victimes des mines.

Le désarmement et le contrôle des armements sont une tâche importante, y compris en Europe. Les négociations qui doivent s'achever cette année sur deux accords importants – le Document de Vienne et le traité FCE sur les forces conventionnelles en Europe – sont aussi d'une grande portée pour la sécurité de la Suède.

Le gouvernement agit en faveur d'une restrictivité accrue pour l'exportation d'armements, en s'efforçant notamment d'améliorer encore le code de conduite de l'UE.

Conjointement avec d'autres pays, la Suède agit par ailleurs en vue de mesures efficaces contre les immenses souffrances causées par la dissémination et l'emploi d'armes légères dans les conflits actuels.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Le respect des droits de l'homme assure une base solide pour la paix et la sécurité. Telle est l'optique qui doit imprégner notre politique étrangère. C'est aussi fondamental dans notre action en Europe qu'au niveau mondial et dans notre coopération bilatérale avec d'autres États.

Le racisme sous toutes ses formes doit être combattu avec force et intransigeance, chez nous comme à l'extérieur.

Le projet Devoir de mémoire nous parle de la nécessité de ne jamais oublier. Il s'agit d'en tirer des conclusions pour notre propre époque. Le gouvernement poursuit cette action.

L'égalité des chances est un objectif prioritaire pour le gouvernement. Il y a là un long chemin à faire dans un monde où les femmes rencontrent la discrimination et souvent la violence et l'oppression.

Dans notre action en faveur des droits de l'homme, nous contribuerons à développer le système de normes internationales, et nous agirons dans les cas concrets où ces normes sont violées.

Le gouvernement agit souvent au sein de l'UE afin de renforcer les droits de l'homme. Le Traité d'Amsterdam a réaffirmé que l'Union européenne repose sur la liberté et le respect des droits de l'homme, qui doivent guider la conduite des États membres actuels et futurs.

Il y aura dix ans cette année que la Convention relative aux droits de l'enfant a été adoptée. Aucune autre convention portant sur les droits de la personne humaine n'a recueilli une aussi large adhésion. L'examen des questions concernant les enfants que vient d'engager le gouvernement vise à faire en sorte que l'intérêt supérieur des enfants imprègne la coopération suédoise au développement.

Le gouvernement œuvre en faveur d'un protocole additionnel à la Convention relative aux droits de l'enfant interdisant d'employer des moins de 18 ans comme soldats.

La lutte contre la peine capitale sera poursuivie avec une détermination inchangée. Le gouvernement veut que l'on parvienne à une interdiction universelle de cette détestable survivance de temps révolus. Il est réconfortant que plusieurs pays aient au cours de l'année écoulée aboli ou cessé d'appliquer cette peine, qui n'en reste pas moins effroyablement commune dans bon nombre de pays.

Le Statut de Rome instituant la Cour pénale internationale est une avancée majeure pour réduire le risque de voir de graves violations du droit international rester impunies. La souveraineté nationale ne doit pas faire obstacle aux poursuites contre les auteurs de crimes de droit international.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

Une coopération internationale est nécessaire pour prévenir et gérer les crises. Il faut défendre le multilatéralisme. L'ONU a un rôle clé. Les grandes puissances doivent assumer leur part de responsabilité. Les organisations régionales jouent un rôle de plus en plus important.

L'OMC peut contribuer à faire prévaloir des règles du jeu saines et claires dans une économie globalisée. Il est essentiel qu'elle poursuive son action et ouvre les marchés, ce qui stimulera le commerce, les investissements et la croissance. La Suède préconise un nouveau grand cycle de négociations dans le courant de l'année.

Les problèmes économiques mondiaux imposent à tous les pays de prendre leurs responsabilités pour soutenir la demande, et par là la croissance.

Le FMI et la Banque mondiale peuvent contribuer à prévenir les crises en créant les conditions de la stabilité politique et économique ainsi que du développement. Le système financier international a besoin d'être réformé. Le gouvernement s'engagera énergiquement dans l'action pour consolider les institutions de Bretton Woods et améliorer la coopération entre elles.

Le renforcement des engagements internationaux en faveur d'un développement durable est une tâche prioritaire du gouvernement. La décision prise en 1997 à Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre par les pays industrialisés doit passer dans les faits. Parallèlement, il nous faut créer les conditions voulues pour des investissements environnementaux dans les pays en développement.

La Suède accueille avec satisfaction un engagement effectif des États-Unis dans la coopération multilatérale, en ce qui concerne aussi bien l'ONU et les organisations économiques internationales que la sécurité et la coopération dans notre propre voisinage.

Le gouvernement tient à renforcer le dialogue politique avec l'Amérique latine. Il attache une grande importance à la rencontre au sommet qui sera organisée cette année entre l'Union européenne, l'Amérique latine et les Caraïbes.

La Suède a assumé un rôle de premier plan dans les efforts faits pour coordonner la reconstruction après les ravages causés par l'ouragan Mitch en Amérique centrale. En mai, le gouvernement sera l'hôte d'une conférence internationale qui doit jeter les bases d'une nouvelle stratégie de développement pour les pays touchés.

L'Afrique traverse de profondes mutations. Ici et là, les guerres et les crises se poursuivent avec leur cortège de souffrances humaines. En même temps, la démocratisation et les réformes économiques sont une réalité aussi tangible en Afrique que les conflits et les guerres.

La résolution des profonds conflits de la région des Grands Lacs, de l'Angola, de la Corne de l'Afrique, de Sierra Leone et de Guinée-Bissau exige des actions internationales de grande ampleur. La Suède a dans ce domaine un engagement fort, à l'ONU, dans l'Union européenne et dans les institutions de Bretton Woods ainsi que dans le cadre d'un partenariat direct avec des pays africains. Dans le courant de l'année, une initiative spéciale sera lancée pour une large coopération avec l'Afrique du Sud.

La Suède encourage le dialogue culturel entre l'Europe et les pays musulmans et prend une part active à la coopération euro-méditerranéenne lancée par l'Union européenne. À terme, cela peut contribuer à la sécurité en Europe comme à l'amélioration de la prospérité au sud et à l'est de la Méditerranée.

Après un demi-siècle, le conflit israélo-palestinien n'est toujours pas résolu. Le processus de paix s'est enlisé. Ce qu'il faut maintenant, c'est une volonté politique

des deux parties, et surtout de la plus forte d'entre elles, Israël. Il faut aussi un engagement plus résolu de la part du reste du monde.

Israël a droit à des frontières sûres et reconnues. Les Palestiniens ont droit à créer leur propre État. Israël doit renoncer à sa politique de peuplement contraire au droit international. L'accord intérimaire et le mémorandum de Wye River doivent être appliqués et les négociations sur le statut définitif menées à bien.

La responsabilité du dossier iraquien doit être rendue au Conseil de sécurité des Nations Unies. L'Iraq ne saurait être autorisé à conserver, développer ou employer des armes de destruction massive. Parallèlement, il nous faut chercher à protéger la population iraquienne – qui a souffert si longtemps – des conséquences de la politique désastreuse de Saddam Hussein. C'est le cas tout particulièrement des populations kurdes du nord de l'Iraq.

La crise économique qui a frappé l'an dernier nombre de pays d'Asie n'était pas exclusivement asiatique. Partout dans le monde, des pays sont confrontés à des problèmes similaires. Il faut y faire face par la démocratie, des systèmes financiers opérants et un filet de protection sociale.

Les négociations sur le Timor oriental ont pris un nouvel élan. La volonté du gouvernement indonésien de tenir désormais compte des souhaits des Timorais pour l'avenir du territoire est un pas dans la bonne direction dont il y a lieu de se réjouir. Au cours de l'année écoulée, la Suède s'est employée à encourager un dialogue avec l'Indonésie et avec le Portugal sur ce conflit.

C'est par des réformes que les pays d'Asie recouvreront leurs forces. Pour la Suède, il en résultera de nouvelles potentialités politiques et économiques. Le gouvernement va présenter dans une communication au Riksdag un projet de stratégie suédoise pour l'Asie.

Madame la Présidente/Monsieur le Président,

La politique étrangère active menée par le gouvernement allie la solidarité internationale à la défense de nos propres intérêts.

Les idéaux sociaux et démocratiques qui sont à la base de notre propre société et du projet de paix européen doivent aussi s'imposer dans le monde.

De même que la solidarité doit marquer notre société suédoise, elle doit marquer notre politique étrangère.

La politique étrangère consolide notre sécurité. Elle contribue aussi au développement économique et à l'emploi en Suède.

Les menaces et problèmes d'hier passent maintenant à l'arrière-plan, mais d'autres apparaissent.

La tension militaire s'atténue, mais la menace du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive subsiste. La sécurité s'accroît dans notre voisinage,

mais ailleurs des conflits continuent d'entraîner de graves souffrances humaines et des flux de réfugiés qui nous atteignent aussi. Des progrès sont accomplis dans le domaine de l'environnement, mais les risques de changement climatique augmentent. La croissance de l'économie mondiale génère une prospérité grandissante, mais les fossés se creusent

. Les obstacles et les limitations anciens disparaissent et de nouvelles ouvertures se dessinent.

Jamais peut-être la Suède n'a eu autant de possibilités qu'aujourd'hui de contribuer, de concert avec d'autres pays, à la paix, à la liberté et à la foi en l'avenir.

Nous avons la volonté et les instruments nécessaires pour tirer parti de ces possibilités – dans notre espace de voisinage, en Europe et dans le monde.

C'est dans la coopération que nous construisons notre sécurité commune et notre avenir à tous.